

Avant-projet de décret du [...] portant assentiment à l'accord de coopération du [...] entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Emploi,

Après délibération,

ARRÊTE :

La Ministre de l'Emploi est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [...] entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.

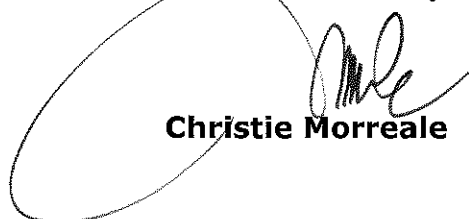
Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Elio Di Rupo

La Ministre de l'Emploi,



Christie Morreale

Avant-projet de décret du [...] portant assentiment à l'accord de coopération du [...] entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de décret vise l'assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.

Les services d'inspection régionaux de Flandre, Wallonie et de Bruxelles-Capitale et le service d'inspection de la Communauté germanophone coopèrent parfaitement depuis plusieurs années déjà, en organisant des actions communes sur le terrain ou en échangeant des données importantes pour tous les acteurs dans le traitement des dossiers.

La base légale de cette coopération a été actée dans les décrets et ordonnances des différentes Régions en matière de fonctionnement et compétences des services d'inspection respectifs. Pour ce qui concerne la Région wallonne, cette matière est réglée par l'article 4 du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

En outre, les différents dirigeants des services d'inspection tiennent sur base régulière des réunions interrégionales en vue, d'une part, de discuter de l'état des lieux d'un certain nombre de dossiers importants qui exigent une collaboration régionale et, d'autre part, en vue de discuter de la gestion des compétences toujours plus étendues des services d'inspection et des problèmes y afférents.

Il est évident qu'à la suite de la Sixième Réforme de l'Etat et de l'attribution de compétences supplémentaires aux services d'inspection régionaux et au service d'inspection de la Communauté germanophone, une plus grande coopération entre les différents acteurs régionaux est nécessaire. Premièrement, les services d'inspection sont amenés à traiter davantage de dossiers d'opérateurs ayant des ancrages dans plusieurs régions, notamment en matière de titres-services. Deuxièmement, la lutte contre la fraude transfrontalière nécessite une collaboration renforcée entre les différents services d'inspection.

Cette coopération plus intense en matière d'actions communes et d'échange de données ne trouve toujours sa base légale que dans les décrets et ordonnances existants. Afin d'optimiser cette coopération à la lumière des nouvelles compétences découlant de la Sixième Réforme de l'Etat, il paraît utile de confirmer cette coopération optimisée dans un nouvel accord de coopération.

Les services d'inspection régionaux de Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale ainsi que le service d'inspection de la Communauté germanophone se sont réunis au cours des derniers mois afin d'aboutir à une proposition commune d'accord de coopération.

Cet accord de coopération a pour objectifs :

- Un renforcement de la coopération entre les services d'inspection régionaux dans les matières de l'Emploi visées à l'article 6, §1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
- Un contrôle plus efficace du respect de la législation via un meilleur échange des informations et la possibilité d'utiliser les informations récoltées par les autres services d'inspections dans le contrôle de ses propres compétences ;
- Le soutien mutuel dans le cadre de la préparation ou de l'exécution des missions d'inspection et de contrôle ;
- La possibilité d'organiser des formations communes.

Cet accord de coopération permettra une meilleure coopération des services d'inspection en matière de surveillance et de contrôle des compétences régionales notamment les titres-services, les travailleurs étrangers, la politique des groupes-cibles,...

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Par cet article, le Parlement donne assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie inzake het toezicht en de naleving van de gewestelijke wetgevingen betreffende tewerkstelling

Accord de coopération entre la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination du contrôle et de la surveillance des législations régionales relatives à l'emploi

Gelet op de artikelen 39 en 139 van de Grondwet;

Vu la Constitution, les articles 39 et 139;

Gelet op artikel 6, §1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, §1^{er}, IX modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Gelet op de artikelen 6 en 55 bis van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, ingevoegd door de bijzondere wet van 5 mei 1993 en gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 6 et 55 bis, inséré par la loi spéciale du 5 mai 1993 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Gelet op de artikelen 4 en 42 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42, modifiés en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Gelet op de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollège bedoeld bij artikel 92bis, § 5 en § 6, en 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Vu la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ;

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 10 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen;

Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ;

Gelet op de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen;

Vu l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations ;

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement houdende sociaalrechtelijk toezicht van 30 april 2004;

Vu le décret du Parlement Flamand du 30 avril 2004 relatif au contrôle des lois sociales ;

Gelet op het Waals decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid;

Gelet op het Waals decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator, artikel 12;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 26 augustus 2013 tussen de federale, gewestelijke en gemeenschapsoverheden voor het harmoniseren en uitlijnen van de initiatieven die de realisatie van een geïntegreerd e-government beogen;

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer, artikel 8;

Overwegende dat de Gewesten bevoegd zijn om regels op te stellen voor de tewerkstelling; dat de Gewesten bijgevolg bevoegd zijn om het toezicht te houden op de naleving van deze normen en inbreuken op deze normen te sanctioneren.

Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap op het grondgebied van het Duitstalig Gewest de bevoegdheden van het Waals Gewest inzake tewerkstelling uitoefent;

Overwegende dat het, met het oog op de vereenvoudiging van de uitvoering van de opdrachten van inspectie en controle, gepast is dat de partijen bij dit akkoord hun acties coördineren en het te dien einde eens worden over bijzondere regels van samenwerking;

Vu le décret Wallon du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi ;

Vu le décret wallon du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations et modifiant diverses législations;

Vu l'ordonnance du 8 mai 2014 portant création et organisation d'un intégrateur de services régional, l'article 12 ;

Vu l'accord de coopération du 26 août 2013 entre les administrations fédérales, régionales et communautaires afin d'harmoniser et aligner les initiatives visant à réaliser un e-gouvernement intégré ;

Vu le décret du parlement flamand du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives, l'article 8 ;

Considérant que les régions sont compétentes pour légiférer en matière d'emploi et sont dès lors compétentes pour contrôler le respect de ces normes et en sanctionner les infractions.

Considérant que la Communauté germanophone exerce sur le territoire de la Région de langue allemande, les compétences de la Région wallonne en matière d'emploi ;

Considérant que, afin de faciliter l'exercice des missions d'inspection et de contrôle, il est opportun que les parties au présent accord coordonnent leurs actions et conviennent à cette fin de modalités particulières de coopération ;

TUSSEN :

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President, van de Vice-Minister-President en Minister van Werk, Opleiding, Gezondheid,

ENTRE :

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et de la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action

Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes ;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Vice-minister-president en Vlaams minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement Flamand, en la personne du Ministre-Président et de la Vice-Ministre-Présidente et Ministre flamande en charge de l'Economie, de l'Innovation, de l'Emploi et de l'Agriculture ;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister belast met Werk, Beroepsopleiding, Digitale Transitie, Plaatselijke Besturen, Dierenwelzijn, Gewestelijke Informatica en Administratieve Vereenvoudiging;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre chargé de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Transition numérique, des Pouvoirs locaux, du Bien-être animal, de l'Informatique régionale et de la Simplification administrative;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap en van de Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media.

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et de la Ministre de la Culture et des Sports, de l'Emploi et des Médias.

IS OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT:

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

HOOFDSTUK I. Definities en Algemene bepalingen

CHAPITRE I. Définitions et généralités

Art. 1. In de zin van dit akkoord wordt verstaan onder:

Art. 1. Au sens du présent accord, on entend par :

1° « Gewestelijke inspectiedienst » : de door de gewestelijke regering aangeduide inspectiedienst die bevoegd is voor de toezicht en de naleving van de gewestelijke wetgevingen omtrent het werk;

1° « service d'inspection régionale » : le service d'inspection désigné par le gouvernement régional et qui est compétent en matière d'inspection et de contrôle des législations régionales relatives à l'emploi ;

2° « Gewest » : het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, §1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° « Région » : la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale ou la Communauté germanophone compétente pour les matières visées à l'article 6, §1^{er}, IX de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

3° « de Ministers » : de gewestelijke Ministers bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, §1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° les « Ministres » : les Ministres régionaux compétents pour les matières visées à l'article 6, §1^{er}, IX de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

4° Persoonsgegevens : persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 1), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

4° « données à caractère personnel » : données à caractère personnel au sens de l'article 4, 1), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

HOOFDSTUK II. Toepassingsgebied

CHAPITRE II. Champ d'application

Afdeling 1. Algemene bepalingen

Section 1. Dispositions générales

Art. 2. Deze overeenkomst regelt een versterking van de samenwerking tussen de gewestelijke inspectiediensten in de aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Le présent accord régit le renforcement de la coopération entre les services d'inspection régionaux pour les matières visées à l'article 6, § 1, IX de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Deze overeenkomst beoogt hiermee een correcte toepassing van en een betere inspectie en controle op de naleving van de wetgeving.

Le présent accord poursuit une correcte application de la législation et une inspection plus efficace et un meilleur contrôle du respect de celle-ci.

Daartoe kunnen de gewestelijke inspectiediensten :

A cet effet, les services d'inspection régionaux peuvent :

1° informatie uitwisselen;

1° s'échanger des informations ;

2° wederzijdse ondersteuning verlenen in de voorbereiding en de uitvoering van de acties inzake het toezicht en de naleving van de gewestelijke wetgevingen;

2° s'apporter un soutien mutuel dans la préparation et l'exécution des missions d'inspection et de contrôle;

3° vormingen en opleidingen organiseren.

3° organiser des formations.

Onverminderd de andere bevoegdheden die hun door dit akkoord zijn toegekend, kunnen de partijen inzake hoofdstuk 3, afdeling 2 een uitvoerend samenwerkingsakkoord afsluiten, zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet.

Sans préjudice des autres pouvoirs qui leur sont attribués par cet accord, les parties peuvent conclure un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale, en rapport au chapitre 3, section 2.

De gewestelijke inspectiediensten bedoeld in het artikel 1, 1° zijn verwerkingsverantwoordelijken van de persoonsgegevens als bedoeld onder artikel 4, 7) van de Verordening (EU) 2016/679

Les services d'inspection régionaux visés à l'article 1, 1°, sont les responsables du traitement des données à caractère personnel tel que prévu à l'article 4, 7) du Règlement (UE)

van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Afdeling 2. Uitwisseling van informatie

Section 2. Echange d'informations

Art. 3. De Gewestelijke inspectiediensten kunnen alle nuttige informatie uitwisselen in het kader van de voorbereiding of de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten.

De diensten van de Gewesten, de openbare instellingen die ervan afhangen, evenals alle openbare en meewerkende instellingen, verstrekken aan de Gewestelijke inspectiediensten alle informatiegegevens, in welke vorm dan ook, waar deze om verzoeken.

Art. 3. Les services d'inspection régionaux peuvent s'échanger toutes les informations utiles dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle.

Les services des Régions, les organismes publics ainsi que tous les organismes publics et coopérants qui en dépendent, fournissent aux services d'inspection régionaux toutes les données qu'ils demandent, quelle que soit leur forme.

Art. 4. Alle informatie, in welke vorm dan ook, die in uitvoering van deze overeenkomst wordt verstrekt, heeft een vertrouwelijk karakter of is voor beperkte verspreiding vatbaar, en valt onder de geheimhoudingsplicht.

Art. 4. Toutes les informations, quelle que soit leur forme, fournies en exécution du présent accord, ont un caractère confidentiel ou sont soumises à une diffusion limitée, et relèvent de l'obligation de confidentialité.

Art. 5. De Gewestelijke inspectiediensten kunnen de van een andere Gewestelijke inspectiedienst verkregen informatie, binnen de grenzen van deze overeenkomst, in dezelfde omstandigheden gebruiken als de informatie die de Gewestelijke inspectiediensten op het eigen territoriaal bevoegdheidsgebied hebben verzameld.

Deze informatie kan door de Gewestelijke inspectiediensten en de Gewestelijke diensten die belast zijn met de toepassing van de wetgeving, als bewijsmateriaal worden gebruikt in juridische en administratieve procedures.

Deze informatie mag door de Gewestelijke inspectiediensten en de Gewestelijke diensten die belast zijn met de toepassing van de wetgeving, slechts voor andere doeleinden worden gebruikt na schriftelijke toestemming van en binnen de grenzen die de Gewestelijke inspectiedienst, die de informatie heeft verstrekt, heeft gesteld. De Gewestelijke inspectiedienst die deze informatie heeft verstrekt wordt van dit gebruik in kennis gesteld.

Art. 5. Dans les limites du présent accord, les services d'inspection régionaux peuvent utiliser les informations obtenues de la part d'un autre service d'inspection régional, dans les mêmes conditions que les informations qu'ils ont recueillies dans leur propre zone de compétence territoriale.

Ces informations peuvent être utilisées comme éléments de preuve dans des procédures judiciaires et administratives par les services d'inspection régionaux et les services régionaux chargés d'appliquer la législation.

Ces informations peuvent être utilisées à d'autres fins par les services d'inspection régionaux et les services régionaux chargés d'appliquer la législation uniquement après accord écrit du service d'inspection régional qui a fourni ces informations et dans les limites fixées par celui-ci. Le service d'inspection régional qui a fourni ces informations sera informé des suites de cette utilisation.

Art. 6. Bij het mededelen van de persoonsgegevens tussen de Gewestelijke inspectiediensten, en het achteraf bewaren, verwerken en verspreiden van deze gegevens door de Gewestelijke inspectiediensten wordt de regelgeving over de bescherming van persoonsgegevens nageleefd.

Art. 6. Lors de la communication de données à caractère personnel entre services d'inspection régionaux, de leur conservation, de leur traitement et de leur diffusion ultérieure par les services d'inspection régionaux, la réglementation sur la protection des données à caractère personnel est respectée.

Afdeling 3. Wederzijdse ondersteuning

Section 3. Soutien mutuel

Art. 7. De Gewestelijke inspectiediensten kunnen elkaar in de mate van hun mogelijkheden ondersteuning verlenen in het kader van de voorbereiding of de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten.

Art. 7. Dans la mesure de leurs moyens, les services d'inspection régionaux s'apportent un soutien mutuel dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle.

In dit verband kunnen de Gewestelijke inspectiediensten, binnen de grenzen van deze overeenkomst, en op verzoek of met toestemming van een andere gewestelijke inspectiedienst personeelsleden uitsturen om alle nuttige informatie te verzamelen op het grondgebied van een andere gewestelijke inspectiedienst.

Dans les limites du présent accord, les services d'inspection régionaux peuvent dépêcher leurs agents dans la zone de compétence territoriale d'un autre service d'inspection régional, après autorisation ou sur demande de cet autre service d'inspection régional, afin de rassembler toutes les informations utiles.

Art. 8. De personeelsleden van de Gewestelijke inspectiediensten kunnen, binnen de grenzen van deze overeenkomst, op verzoek van of met toestemming van een andere Gewestelijke inspectiedienst, bij de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten als waarnemer aanwezig zijn op het territoriale bevoegdheidsgebied van deze Gewestelijke inspectiedienst.

Art. 8. Dans les limites du présent accord, les agents des services d'inspection régionaux peuvent, à la demande ou avec l'autorisation d'un autre service d'inspection régional, être présents en tant qu'observateur lors de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle effectuées dans la zone de compétence territoriale de ce service d'inspection régional.

De personeelsleden van de Gewestelijke inspectiediensten die bij de uitvoering van inspectie- en controleopdrachten op het territoriale bevoegdheidsgebied van een andere Gewestelijke inspectiedienst aanwezig zijn, maken zich kenbaar door middel van hun legitimatiekaart.

Les agents des services d'inspection régionaux qui sont présents lors de l'exécution de missions d'inspection et de contrôle dans la zone de compétence territoriale d'un autre service d'inspection régional s'identifient au moyen de leur carte de légitimation.

Art. 9 De informatie die de Gewestelijke inspectiediensten op grond van de artikelen 7 en 8 hebben verzameld, kan in dezelfde omstandigheden worden gebruikt als de informatie die de Gewestelijke inspectiediensten op het eigen territoriaal bevoegdheidsgebied hebben verzameld.

Art. 9 Les informations que les services d'inspection régionaux ont recueillies en exécution des articles 7 et 8 peuvent être utilisées dans les mêmes conditions que celles qu'ils recueillent dans leur propre zone de compétence territoriale.

HOOFDSTUK III. Transversale bepalingen.

CHAPITRE III. Dispositions transversales

Afdeling 1. Verdeling van de kosten

Section 1. Répartition des coûts

Art. 10. De partijen zullen, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen nemen en middelen vrijmaken om de taken uit te voeren die noodzakelijk zijn voor een degelijke uitvoering van dit akkoord.

Art. 10. Les parties dégageront, chacune dans le cadre de leurs compétences, les mesures et les moyens nécessaires à l'exécution des tâches nécessaires à la correcte exécution du présent accord.

Afdeling 2. Vormingen en opleidingen

Section 2. Formations

Art. 11. De gewestelijke inspectiediensten kunnen gezamenlijk vormingen en opleidingen voorzien en organiseren over:

Art. 11. Les services d'inspection régionaux peuvent organiser et mettre sur pied des formations communes concernant :

- 1° de eigen wetgevingen en bevoegdheden;
- 2° de wijzigingen van de reglementeringen en van de bevoegdheden van toezicht en naleving;
- 3° elke andere materie die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de reglementeringen en met de bevoegdheden van toezicht en naleving;
- 4° de methodologie inzake toezicht en naleving en de opvolging van de onderzoeken;
- 5° bijzondere inbreukfenomenen en (nieuwe) criminele feiten.

- 1° leurs législations et compétences propres ;
- 2° les modifications de leurs réglementations et compétences d'inspection et de contrôle;
- 3° toute autre matière directement ou indirectement liée à leurs réglementations et compétences d'inspection et de contrôle ;
- 4° la méthodologie d'inspection et de contrôle et le suivi des enquêtes ;
- 5° les phénomènes d'infraction particuliers et les (nouveaux) faits criminels.

De gewestelijke inspectiediensten kunnen binnen hun territorium inlevingsstages organiseren ten behoeve van de personeelsleden van de andere regio's.

Les services d'inspection régionaux peuvent organiser des stages d'observation sur leurs territoires respectifs à destination des agents des autres régions.

De gewestelijke inspectiediensten kunnen ter voorbereiding en uitvoering van deze gezamenlijke opleidingen aan mekaar hulp of bijstand verlenen.

Les services d'inspection régionaux s'apportent de l'aide ou du soutien pour préparer et mettre en oeuvre ces formations communes.

Art. 12. Iedere gewestelijke inspectiedienst kan het initiatief nemen om opleidingen te organiseren voor andere gewestelijke inspectiediensten. Zij kan ook aan elke andere gewestelijke inspectiedienst een verzoek richten om een opleiding te organiseren die zij nodig acht en dit volgens nader te bepalen modaliteiten.

Art. 12. Chaque service d'inspection régional peut prendre l'initiative d'organiser des formations à destination d'autres services d'inspection régionaux. Il peut aussi demander à tout autre service d'inspection régional d'organiser une formation qu'il juge nécessaire, selon des modalités à préciser.

Elk initiatief in het kader van artikel 11 en van artikel 12 wordt ter kennis gebracht van de andere gewestelijke inspectiediensten.

Chaque initiative prise dans le cadre des articles 11 et 12 est portée à la connaissance des autres services d'inspection régionaux.

Art. 13. De gewestelijke inspectiediensten bevorderen en zorgen voor de verspreiding van de informatie alsook dat de kennis met andere gewestelijke inspectiediensten wordt gedeeld.

Art. 13. Les services d'inspection régionaux veillent à favoriser la diffusion des informations et le partage de connaissances entre eux.

De gewestelijke inspectiediensten delen onder elkaar, op de meest passende wijze, uitnodigingen en de informatie verkregen naar aanleiding van vormingen, seminars, studiedagen en conferenties.

Les services régionaux partagent entre eux de la manière la plus appropriée les informations recueillies à l'occasion de formations, séminaires, journées d'étude et conférences, ainsi que les invitations à ceux-ci.

Afdeling 3. Regeling van de geschillen die het gevolg zijn van de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord.

Section 3. Règlement des litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord

Art. 14. De geschillen tussen de contracterende partijen met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst worden beslecht door een rechtscollege als vermeld in artikel 92bis, §5 en §6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 14. Les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord entre les parties contractantes sont tranchés par une juridiction, conformément à l'article 92bis, §5 et §6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Het rechtscollege wordt samengesteld uit een voorzitter en een lid dat aangewezen is door elke bij het samenwerkingsakkoord betrokken Partij.

La juridiction est composée d'un président et d'un membre désigné par chaque Partie à l'accord de coopération.

De leden van dit rechtscollege worden respectievelijk aangewezen door de Vlaamse regering, de Waalse regering, de Brusselse Hoofdstedelijke regering en de regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Les membres de cette juridiction sont nommés respectivement par le gouvernement flamand, le gouvernement wallon, le gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale et le gouvernement de la Communauté germanophone.

De voorzitter is een magistraat die nog in dienst is, een eremagistraat of een emeritus magistraat van de rechterlijke orde en wordt gecoöpteerd door de door Partijen aangewezen leden.

Le président est un magistrat effectif, honoraire ou émérite de l'ordre judiciaire et est coopté par les membres désignés par les Parties.

De werkingskosten van het rechtscollege, de vergoeding van de voorzitter en de leden alsook de expertisekosten of de kosten voor het door het gerecht bevolen onderzoek worden gelijk verdeeld over het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Les frais de fonctionnement de la juridiction, la rémunération du président et des membres, et les frais d'expertise ou d'enquête ordonnée par le tribunal sont supportés à parts égales entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone.

De procedure voor dit rechtscollege wordt gevolgd conform de bepalingen terzake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

La procédure devant cette juridiction se poursuit conformément aux dispositions de la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, et à l'article 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

HOOFDSTUK IV. Slotbepalingen

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten, en treedt in werking op de dag van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de laatste instemmingsakte.

Art. 16. Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat zal instaan voor een correcte uitvoering van dit samenwerkingsakkoord en om desgevallend praktische en andere problemen op te lossen.

Dit comité zal minstens éénmaal per jaar samenkomen ofwel binnen de dertig dagen op vraag van één van zijn leden, teneinde de samenwerking te evalueren die door dit samenwerkingsakkoord wordt tot stand gebracht en om voorstellen tot verbetering uit te brengen.

Art. 17. Elk van de ondertekenende partijen kan, indien zij dit nodig acht, een aanpassing of wijziging voorstellen van een gedeelte of van het gehele samenwerkingsakkoord. De nieuwe modaliteiten van deze samenwerking kunnen ofwel gebeuren door middel van een addendum bij het huidige akkoord, ofwel door de opstelling van een nieuw samenwerkingsakkoord.

Brussel, op 18.3.21 in exemplaren,

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President,

J. JAMBON

De Viceminister-president en Vlaams minister
Vlaams minister van Economie, Innovatie, Werk,
Sociale economie en Landbouw,

H. CREVITS

CHAPITRE IV. Dispositions finales

Art. 15. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier des actes d'assentiment.

Art. 16. Il est institué un comité d'accompagnement chargé de garantir la bonne exécution du présent accord de coopération et, le cas échéant, de résoudre des problèmes pratiques ou autres.

Ce comité se réunit au minimum une fois par an ou soit à la demande d'un de ses membres dans les 30 jours, afin d'évaluer la coopération mise en place par le présent accord et de faire des propositions d'amélioration.

Art. 17. Chacune des parties signataires pourra, si elle l'estime nécessaire, proposer l'adaptation ou la modification de tout ou partie du présent accord de coopération. Les nouvelles modalités de cette coopération pourront alors se faire soit par un avenant au présent accord soit par un nouvel accord de coopération.

Bruxelles, le 18.3.21 en exemplaires,

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président,

J. JAMBON

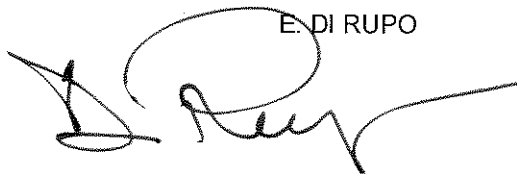
La Vice-Ministre-Présidente et Ministre flamande
en charge de l'Economie, de l'Innovation, de
l'Emploi, l'Economie sociale et l'Agriculture,

H. CREVITS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,

E. DI RUPO



Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Werk,
Opleiding, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten

C. MORREALE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la
Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de
l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

C. MORREALE



Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,

R.VERVOORT



Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,

R.VERVOORT

De Minister belast met Werk, Beroepsopleiding,
Digitale Transitie, Plaatselijke Besturen,
Dierenwelzijn, Gewestelijke Informatica en
Administratieve Vereenvoudiging;

B. CLERFAYT



Le Ministre chargé de l'Emploi, de la Formation
professionnelle, de la Transition numérique, des
Pouvoirs locaux, du Bien-être animal, de
l'Informatique régionale et de la Simplification
administrative

B. CLERFAYT



Voor de Duitstalige Gemeenschap :
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen et Financien,
O. PAASCH

Pour la Communauté germanophone :
Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media
I. WEYKMANS

La Ministre de la Culture et des Sports, de
l'Emploi et des Médias,
I. WEYKMANS